

Nouvelle-Calédonie : E. Macron et le 1er ministre sont les responsables de cette crise et doivent trouver les ressorts pour en sortir

L'aggravation brutale de la crise en Nouvelle-Calédonie se solde par un bilan humain et matériel d'ores et déjà inacceptable et tragique : quatre morts dont un gendarme et de très nombreux blessés ainsi que la présence de milices armées qui agissent en toute impunité.

Nous adressons toute notre amitié et nos pensées aux familles des victimes et nous appelons à ce que toute la lumière soit faite sur ces drames.

Nous adressons également à la famille du gendarme décédé, à ses proches, ses

collègues ainsi qu'à l'ensemble de la Gendarmerie nationale toutes nos condoléances. La crise politique néo-calédonienne rappelle les heures les plus difficiles des années 1980. Pourtant, depuis 30 ans, les présidents de la République et leurs premiers ministres successifs ont su préserver le cadre d'un processus fondé sur l'impartialité de l'Etat, la concertation, l'équilibre et le respect mutuel entre les différents partis.

Aujourd'hui ce processus qui a commencé par la poignée de main historique entre Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur au moment des Accords de Nouméa, est remis en cause.

Le seul responsable de cette crise est le président de la République Emmanuel Macron et son Gouvernement, qui avancent à coup d'ultimatums et de menaces, de l'imposition du calendrier du 3e référendum en dépit du deuil du peuple calédonien au moment de la pandémie à celle de la réforme du corps électoral.

La colère qui explose aujourd'hui est le fruit amer de cette politique destructrice, dont les conséquences sont accentuées par des inégalités sociales très fortes sur l'île.

Le PCF appelle au calme. Plus aucun drame humain, plus aucun mort, plus aucun blessé, autant parmi les manifestant-es que parmi les forces de l'ordre, ne doit être à déplorer.

Emmanuel Macron et le Premier ministre sont les responsables de cette crise. C'est à eux de trouver les ressorts pour en sortir.

Malheureusement, en décrétant l'État d'urgence, en annonçant d'ores et déjà que le Congrès sera convoqué fin juin, ils se comportent de la pire manière, comme les représentants d'un Etat colonial

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2464 – Jeudi 23 mai 2024



dont on pensait être définitivement débarrassés.

Il faut retrouver les voies du dialogue, sans ultimatum, ni coup de force, et dans le respect mutuel des différents partis. Pour cela, le PCF et ses parlementaires demandent que la réforme du corps électoral soit

stoppée.

Ils appellent à l'envoi immédiat d'une mission gouvernementale dirigée par le Premier ministre, chargée de réunir l'ensemble des partis pour trouver une solution politique négociée et consensuelle à la crise dans le respect des Accords de Nouméa. ■

Communiqué du Parti Communiste Français

ÉLECTIONS EUROPÉENNES
9 JUIN 2024



Pour défendre le monde du travail
Pour gagner ensemble,

**REPRENONS LA MAIN AVEC
LÉON DEFFONTAINES**

Tête de liste Gauche unie pour le monde du travail
soutenue par Fabien ROUSSEL

Les réunions publiques dans les Landes

en présence de **Céline Piot**

historienne, enseignante-chercheure, conseillère
municipale et communale de Mont-de-Marsan,
36e sur la liste

Samedi 25 mai à 11 h à Tarnos, salle Maurice Thorez,
place Albert Castets, **débat sur la santé avec Anne Saouter** (56e sur la liste) suivi d'un apéritif à 13 h.

Mardi 28 mai à 18 h 30 à Saint-Paul-Lès-Dax, salle
Félix Arnaud, **débat sur « Défendre les services
publics » avec Marylène Faure** (14e sur la liste).

Sans oublier, une présence régulière sur les différents
marchés et une **déambulation militante en Chalosse le
mercredi 29 mai et le lundi 3 juin en Haute-Lande.** ■

Le 9 juin je vote!

Gauche Unie
POUR LE MONDE DU TRAVAIL



Et si on parlait enfin de salaires, retraites, conditions de travail, services publics

Votre quotidien, voilà quel devrait être le sujet MAJEUR des élections européennes.

Inflation, casse des services publics, réforme des retraites, faiblesse des salaires, fermetures d'entreprises et délocalisations pourrissent notre vie. Ce n'est plus acceptable ! Mettons un terme à l'Europe d'Emmanuel Macron pour bâtir une Europe au service des peuples et du progrès social.

REPRENONS LA MAIN



Protégeons les travailleurs

Augmenter les salaires et les retraites en refusant le dumping social et les politiques d'austérité. Refuser l'élargissement de l'UE



Baissons les factures

Diviser par deux la facture d'électricité par la sortie du marché européen de l'énergie et le mix nucléaire-renouvelable



Produisons en France

Remettre en cause les traités de libre-échange et relocaliser l'industrie. Lancer des grands travaux pour le climat et l'emploi (fret ferroviaire, rénovation énergétique...)



Investissons dans les services publics

Développer les services publics grâce à un fonds européen financé par la Banque centrale européenne (santé, éducation, transport...).



Imposons l'égalité femmes-hommes

Contraindre les employeurs à l'égalité professionnelle

Le 9 juin, avec **Léon Deffontaines et Fabien Roussel**

VOTEZ pour la GAUCHE UNIE
pour le monde du travail

<https://www.deffontaines2024.fr>



Israël / Palestine

La France doit agir pour faire appliquer la décision de la CPI

Le procureur de la Cour Pénale Internationale vient de réclamer un mandat d'arrêt contre trois dirigeants du Hamas, Yahya Sinwar, Mohammed Deif et Ismael Hanyeh et contre le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense Yoav Gallant pour des faits qualifiés de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité.

Le PCF se félicite de cette décision qui est un tournant. Les massacres de masse commis par le gouvernement israélien d'extrême-droite contre les populations civiles palestiniennes de la Bande de Gaza ainsi que l'empêchement d'acheminer l'aide humanitaire tombent désormais sous le coup d'une caractérisation juridique internationale officielle. De même, les crimes terroristes du Hamas, commis le 7 octobre, qui ne relèvent en rien d'actes de résistance, doivent conduire leurs instigateurs devant la justice internationale.

La décision du procureur de la CPI vient compléter les ordonnances de la CIJ enjoignant le gouvernement israélien de prévenir le risque de génocide, alors que ces injonctions sont systématiquement violées et que Benjamin Netanyahu vient de déclencher un assaut militaire contre Rafah où s'entassent des centaines de milliers de civils palestiniens. C'est pourquoi les juges de la CPI doivent y donner suite et décider de délivrer les mandats d'arrêt demandés.

La communauté internationale et notamment les 124 pays membres de la CPI se voient rappelés à leurs obligations. En matière de droit, il ne doit pas y avoir deux poids, deux mesures. Aucun gouvernement, aucun dirigeant politique ne peut se placer au dessus du droit international.

La France et l'Union européenne doivent sortir de leur passivité face aux horreurs perpétrées au Proche-Orient et faire respecter le droit. Ce qui implique qu'elles agissent de toute urgence en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza, de l'organisation d'une aide humanitaire massive aux populations civiles, de mesures politiques et diplomatiques visant à contraindre le gouvernement Netanyahu d'arrêter les massacres, de la libération des otages détenus par le Hamas dans la bande de Gaza. Elles doivent prendre toutes les dispositions pour que les décisions de la CPI concernant les dirigeants israéliens et les chefs du Hamas soient suivies d'effets.

La France, pour ce qui la concerne et parce que sa voix peut peser dans une telle situation, doit prendre les initiatives propres à oeuvrer au rétablissement du droit international. Elle doit agir afin que l'Union européenne prenne des sanctions contre le pouvoir israélien tant qu'il poursuivra sa politique criminelle, en commençant par suspendre l'accord d'association qui la lie à l'État d'Israël et par arrêter toute vente d'armes, de munitions et de composants militaires à ce dernier. Elle doit, en outre, ouvrir le chemin à une solution politique en reconnaissant l'État de Palestine, appelé à se construire aux côtés de l'État d'Israël, suivant en cela le vote de l'Assemblée générale des Nations unies. ■

Mont-de-Marsan

Belle soirée ciné-débat



Plus de 40 amis et camarades se sont retrouvés le mercredi 15 mai dans les nouveaux locaux de la Fédération des Landes du PCF pour une soirée ciné-débat avec la projection du film de Guy Chapouillié « **Prendre soin de la terre** ».

Après deux heures de projection pour comprendre la vie de paysans heureux de faire autrement pour prendre soin de la terre, mais aussi de soi et des autres, un débat riche avec le réalisateur et les participants s'est engagé.

A noter que Guy Chapouillié est membre du comité de soutien de la liste menée par Léon Deffontaines « Gauche unie pour le monde du travail ». ■

SOUSCRIPTION

La souscription continue !

Nous publions les derniers donateurs :

Anonyme 500 € ; Michel LABERTIT 50 € ; Sabine POMES 50 € ; Christian GONZALES 200 € ; Anonyme 1000 € ; André SERRA 120 € ; Michel SAZY 200 € ; Nadine CAZENAVE 50 € ; Louise CAZENAVE 50 € ; Patrick CAMPAGNE 70 € ; Section PCF Amou 575 € ; Jean-Louis DELAUNE 100 € ; Eric POUXVIELH 40 € ; Christian MALLEGOL 150 € ; Bernard JUSTES 150 € ; Anonyme 350 € ; Guy BACHE 100 €. ■

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....
ADRESSE.....
CP.....VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

CULTURE(S)

Printemps des poètes d'Amérique latine

Méconnus en France, de nombreux auteurs et poètes d'Amérique latine sont pourtant d'une importance capitale dans le paysage culturel mondial.

Je citerai ici ceux qui ont un lien particulier avec l'Histoire, et des positions politiques affirmées : ils ont en effet eu un lien très fort avec Cuba, amis sincères. Je n'oublie pas bien sûr Pablo Neruda, mais vous connaissez !

Mario Benedetti, 1920 - 2009, uruguayen : poète, mais aussi nouvelliste, essayiste, romancier et dramaturge. Il est considéré comme l'un des écrivains les plus importants en langue espagnole par la critique littéraire, et est aussi l'un des écrivains latino-américains les plus universels du XX^e siècle. Il effectue de nombreux séjours à Cuba, en 1973 car expulsé par la dictature, en 1976. Il y rencontre et fréquente Fidel Castro.

Gabriel Garcia Marquez, 1927 - 2014 colombien. Poète, romancier, nouvelliste, mais également journaliste et militant politique, il reçoit en 1982 le prix Nobel de littérature. Affectueusement surnommé « Gabo » en Amérique du Sud, il est l'un des auteurs les plus significatifs et populaires du XX^e siècle. Son œuvre se démarque par un imaginaire fertile et constitue une chronique à la fois réaliste, épique et allégorique de l'Amérique latine dans laquelle se recoupent son histoire familiale, ses obsessions et ses souvenirs d'enfance. Il est invité par Fidel au procès du dictateur Batista.

Julio Cortázar, 1914 - 1984, argentin. Poète et auteur de nombreux textes, nouvelles alliant le fantastique au surréalisme. Il s'établit en France en 1951 et, tout en conservant sa nationalité argentine, acquiert aussi la nationalité française en 1981, comme acte de protestation contre la dictature militaire argentine de l'époque.

Poème de Julio Cortázar pour le Che :

"YO TUVE UN HERMANO"	J'AVAIS UN FRERE
Yo tuve un hermano	J'avais un frère
no nos vimos nunca	que je n'ai jamais vu
pero no importaba.	mais c'est sans importance.
Yo tuve un hermano	J'avais un frère
que iba por los montes	qui traversait les montagnes
mientras yo dormía.	pendant que je dormais.
Lo quise a mi modo	Je l'ai aimé à ma façon
le tomé su voz	j'ai adopté sa voix
libre como el agua.	libre comme l'eau.
Camine de a ratos	J'ai parfois marché
cerca de su sombra	près de son ombre
no nos vimos nunca	je ne l'ai jamais vu
pero no importaba.	mais peu importe.
Mi hermano despierto	Mon frère s'est réveillé
mientras yo dormía.	pendant que je dormais.
Mi hermano mostrádomelo	Mon frère m'a montré
detrás de la noche	à travers la nuit
su estrella elegida.	son étoile choisie.■

Isabelle FIGUÉRES

Gnacs et Chacailles

ILES D'YEU POUR PLEURER

Ma cabane au canada /Est blottie au fond des bois /On y voit des écureuils/ Sur le seuil/ Si la porte n'a pas de clé/ C'est qu'il n'y a rien à voler... Extrait de «Ma cabane au Canada» (1965) interprétée par Line Renaud (née Jacqueline Enté, le 02/07/1928 à Armentières- Nord). «L'île d'Yeu est un lieu de vie quotidien avec une histoire, une identité, et ne peut devenir l'eldorado des quelques uns qui s'enrichissent en profitant de la situation, au mépris des habitants et de sa préservation, sans se soucier de sa problématique majeure : loger et maintenir sa population. La quasi totalité des biens et terrains à bâtir étant devenus purement inaccessibles aux habitants, excluant les jeunes générations, sans parler du parc locatif à l'année fondant comme neige au soleil en même temps que le tourisme enflé, il est impératif que les nouvelles constructions soient dédiées uniquement à de la résidence principale. Après les projets non encore aboutis de Kaufman & Broad et Vileo, soyez certains que d'autres vont suivre et sont déjà là ! Fermons-leur la porte ! Il est urgent que la population et les pouvoirs publics disent aux promoteurs immobiliers sans scrupules qu'on ne veut pas d'eux ici. Et qu'au moins, si le béton doit couler, qu'il serve à loger la population. Quel avenir voulons-nous pour l'île d'Yeu ? Un territoire hors de prix qui n'aura plus grand intérêt de vie, de paysages, de découverte, et sera insupportable pour tous (locaux comme visiteurs) et sur tous les tableaux, désertée l'hiver et surpeuplée l'été ? Il est encore temps d'agir mais nous approchons dangereusement du "trop tard"...

AGISSONS ENSEMBLE ET DÉFENDONS L'ÎLE D'YEU ! Ce texte-pétition reçu par «change.org» soulève une problématique, celle du logement, qui concerne tous les territoires, dont le nôtre. Face à la pénurie de logements et à la hausse des prix sur le marché immobilier, le boom des locations touristiques est dans le viseur des municipalités. Un nombre croissant d'entre elles ont durci les règles pour encadrer cette pratique. Dans les communes touristiques, les locations saisonnières sont accusées par les municipalités de réduire l'offre de logements pour les résidents et de participer à chasser les plus modestes d'entre eux en dehors des centres-villes. C'est le cas au Pays basque, où le nombre de meublés touristiques a bondi ces dernières années, les prix de l'immobilier ont augmenté d'environ 30% entre fin 2018 et fin 2022. L'ex ministre du Logement de juillet 2022 à août 2023, Olivier Klein, avait assuré qu'un projet de loi serait présenté "à la rentrée" pour empêcher que des passoires thermiques soient louées en meublés de tourisme au lieu d'être rénovées. Son successeur actuel, Guillaume Kasbarian ne s'embarrasse pas des règles pour modifier la loi SRU (solidarité renouvellement urbain) et envisager la fin du logement social «à vie» avec possibilité d'expulser les familles d'enfants délinquants. A l'approche de la période estivale ces annonces peinent à convaincre élus locaux et collectifs d'habitants. Pour Ian Brossat conseiller PCF de Paris en charge du logement, on perd du temps. Pays basque, Bretagne, Corse... Ces régions attractives pour les vacanciers et les télétravailleurs ont vu exploser le marché locatif de courte durée et de la résidence secondaire. Dans ces régions, comme à Paris, des élus locaux comme ceux de Tarnos, tentent de ralentir la croissance des loyers pour empêcher la pénurie de logements. Des habitants ne trouvent plus à se loger en raison de la pénurie ou de la hausse des loyers. Jean-René Etchegaray, maire de Bayonne, président de l'agglomération Pays basque expose les difficultés et l'importance d'agir à l'échelle de l'Etat : «... Nous avons un Etat de droit qui ne donne pas beaucoup de latitude aux collectivités territoriales ...» L'espace utila aus gents, nani per l'aryen (L'espace utile aux gens, non pour l'aryen).■

Roger La Mougne